

qui n'est pas déjà sa propriété. Et cela, après la découverte de gisements de pétrole ou de gaz et sans aucune compensation pour les frais de prospection antérieurs. Elle peut aussi à volonté hausser sa part à 70 p. 100.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, comme l'a déjà fait remarquer le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), ce prélèvement prévu de 25 p. 100 n'est qu'un moyen de rembourser les contribuables canadiens d'une bonne partie de ce qu'ils ont déboursé au cours des années pour les activités de prospection dans ces régions du Canada. Cela représente souvent 93, 95 et, parfois, 103 p. 100 des frais de prospection.

Le programme énergétique national vise à nous libérer de notre dépendance à l'égard de l'OPEP; en fin de compte, il nous libérera de la nécessité d'importer du pétrole, et nous parviendrons donc à l'autarcie énergétique. Deuxièmement, le programme énergétique national offre aux Canadiens la possibilité de participer à l'industrie de l'énergie en général, mais surtout, il accentue le rôle des sociétés d'État et favorise la croissance des entreprises canadiennes, ce qui permettra à tous les Canadiens de partager les bénéfices provenant de l'expansion du secteur énergétique.

Le programme énergétique national institue en outre un régime de partage du pétrole et des recettes qui en découlent; ce régime insiste sur la nécessité de traiter équitablement tous les Canadiens, quelle que soit la région du pays où ils vivent. Le gouvernement est fermement décidé à réaliser ce programme énergétique national. Son but est d'encourager la découverte et l'exploitation des réserves canadiennes de pétrole et de gaz, et de protéger le consommateur et l'économie en instituant une augmentation progressive des prix qui est inférieure à celle que proposaient les conservateurs et qui n'alimentera pas l'inflation, ce qui aurait été le cas si l'on avait appliqué la progression rapide vers le prix mondial que proposait le budget Crosbie. Le barème des prix, ainsi que de nombreux encouragements, contribuent aussi à instaurer le climat économique nécessaire à l'exploitation optimale de nos ressources pétrolières et gazières et à la mise au point de nouvelles formes d'énergie.

Il était assez facile d'imaginer en gros l'allure qu'allait prendre ce débat. D'un côté les néo-démocrates reprochent au gouvernement de ne pas en faire assez; ils lui demandent d'intervenir davantage et de nationaliser l'industrie pétrolière. La position du NPD sur cette question comme sur bien d'autres, ne contribuerait qu'à aggraver la situation économique et à accentuer notre déficit, et ne nous permettrait plus de financer les programmes sociaux dont le NPD se targue d'être le père. Comme vous le savez, Monsieur l'Orateur, presque tous les programmes sociaux ont été mis en place par les libéraux.

Venons-en maintenant à l'attitude des conservateurs: ceux-ci s'érigent en défenseurs des simples citoyens. S'ils se préoccupent à ce point de ces derniers, pourquoi donc ont-ils présenté un budget, il y a eu exactement un an jeudi dernier, qui aurait coûté 40 milliards de plus aux consommateurs que le budget libéral et la politique énergétique? Ils peuvent bien parler de leur crédit d'impôt sur l'énergie, seulement le programme énergétique national permet aux consommateurs d'économiser douze fois plus qu'avec ce fameux crédit d'impôt.

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Souvenons-nous du budget présenté il y a un an et que la plupart des conservateurs ont appuyé, et demandons-nous comment ces derniers, et en particulier le député de Rosedale (M. Crombie), peuvent prétendre, d'un ton pharisaïque, vouloir protéger les gagne-petit. Il suffit par ailleurs d'examiner les faits pour constater que ce sont des gouvernements libéraux qui ont légiféré en faveur des gagne-petit. Ce sont des gouvernements libéraux en effet qui ont institué la pension de sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, le Régime de pensions du Canada, les allocations familiales, l'assurance-maladie et bien d'autres programmes encore.

Les conservateurs aiment bien parler, mais comment ont-ils manifesté leur préoccupation pour les gagne-petit dans leur budget de l'an dernier et qu'ont-ils fait en matière de législation sociale? Était-il question du supplément de revenu garanti dans le budget de M. Crosbie? Leur bilan est plutôt maigre. Je pense que le député de Rosedale est bien mal placé pour critiquer autrui et donner des renseignements erronés. Le gouvernement libéral assume ses responsabilités sociales tout en appliquant un programme énergétique national et un budget économiquement réaliste.

Les conservateurs ont pour le moins exagéré dans tout ce qu'ils ont dit de la réaction des industries aux initiatives des Terres du Canada et de bien d'autres aspects du Programme énergétique national. Ils ont, par exemple, insisté sur le départ des installations de forage du Canada et prétendu qu'il avait causé un ralentissement dans ce secteur. C'est tout le contraire.

Avant l'annonce du Programme énergétique national, le président de la Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors, M. Selby Porter, aurait dit, selon un article du *Globe and Mail*, qu'on s'attendait que les installations de forage ne soient plus utilisées, qu'à 59 p. 100 de leur capacité au cours des quinze mois suivants. La cause, selon lui, était le suréquipement qui à son tour, est dû à l'excédent de gaz dans les puits fermés et à l'absence de tout stimulant immédiat pour le forage. Cette situation existait avant le budget. Avec le Programme énergétique national et le budget nous disposons d'une réserve de gaz et le problème est résolu. Il y a 572 installations dans l'ouest du Canada, dont 475 sont en activité, et leur taux de déploiement est de 83 p. 100. Il y a cinq ans, le taux de déploiement était de 48 p. 100. Fait intéressant, M. Porter a ajouté que les perspectives lointaines pour l'industrie étaient encourageantes et que la demande de services ne cessait de croître. On peut donc voir que les arguments conservateurs n'ont guère de fondement dans la réalité.

De façon générale, quand le gouvernement a présenté son programme énergétique national, il ne pensait pas que cela réjouirait tellement l'industrie puisque la part des recettes du gouvernement national doit augmenter en bonne partie aux dépens de l'industrie. Nous pensions par ailleurs que l'industrie ferait une évaluation réaliste de la situation et c'est ce qui se passe maintenant. Il n'est pas nécessaire d'être un génie financier pour se rendre compte que l'industrie pétrolière et gazière du Canada est fort rentable et l'industrie commence lentement mais sûrement à comprendre que le gouvernement a certaines obligations nationales en ce qui concerne l'avenir énergétique et économique du Canada et que pour remplir ces obligations, il doit pouvoir toucher une plus grande part des recettes.